

Contrats publics

Déclaration

(Personne physique de niveau 2 ou 3
et prêteur personne physique)

Le présent formulaire de déclaration (la « **Déclaration** ») doit être rempli par toute personne physique ayant un lien avec la Demanderesse (**Niveau 2 – N2**) – ou l'un(e) de ses actionnaires¹ (**Niveau 3 – N3**) – qui présente une demande d'autorisation/de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande** »). La présente déclaration doit également être remplie par tout prêteur de la Demanderesse qui est une personne physique.

Veuillez remplir une Déclaration pour chaque personne physique.

Partie 1 – Identification

Nom de la personne physique

(Doit être **identique** à celui de la pièce d'identité fournie et du lien déclaré.)

Nom de la Demanderesse

(Entité transmettant la demande.)

N° de client à l'Autorité des
marchés publics (AMP)

Partie 2 – Information additionnelle

Seules les personnes physiques déclarées comme prêteurs de la Demanderesse doivent répondre à la question suivante :

Montant du prêt :

IMPORTANT : Si la personne physique remplissant la présente Déclaration est uniquement prêteur de la Demanderesse, passez à la partie 4.

¹Dans le présent formulaire, le terme « actionnaire » réfère à tout type d'Entité ayant le contrôle de la Demanderesse.

Contrats publics

Déclaration

(Personne physique de niveau 2 ou 3
et prêteur personne physique)

Partie 3 – Déclaration

Si la personne physique est uniquement « Prêteur de la Demanderesse », passez à la partie 4.

Veillez répondre aux questions suivantes.

Note : Même si vous avez obtenu un pardon, vous devez quand même répondre « oui » à la question demandée.

1. Au cours des cinq dernières années, avez-vous été poursuivi(e) ou déclaré(e) coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP)?
- Oui ² Non

Les questions 2 et 3 s'adressent seulement aux personnes ayant au moins un lien de type N2 avec la Demanderesse.

2. Au cours des cinq dernières années, avez-vous été poursuivi(e) ou déclaré(e) coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de vos affaires?
- Oui ² Non
3. a) Au cours des cinq dernières années, avez-vous été actionnaire, administrateur(riche), associé(e) ou dirigeant(e) d'une autre entreprise, ou avez-vous eu directement ou indirectement le contrôle juridique ou *de facto* d'une autre entreprise?
- Oui Non
- b) Si oui, au cours des cinq dernières années, ces entreprises ont-elles été poursuivies ou déclarées coupables d'une infraction prévue à l'annexe I de la LCOP?
- Oui ³ Non

4. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'AMP pour la présente Demande? Si oui, veuillez fournir des détails ci-dessous :
- Oui Non

Nom de la personne physique

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

² Si oui, veuillez remplir et joindre à la présente Déclaration le formulaire « Information sur les infractions ».

³ Si oui, veuillez remplir et joindre à la présente Déclaration le formulaire « Information sur les autres entreprises contrôlées ».

Contrats publics

Déclaration

(Personne physique de niveau 2 ou 3
et prêteur personne physique)

Partie 4 – Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans la Déclaration, ainsi que ceux fournis par la Demanderesse, sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la LCOP et de ses règlements et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.2 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation. Omettre de les fournir peut entraîner un rejet de la Demande.

Au sein de l'AMP, seul(e)s les membres autorisé(e)s du personnel peuvent avoir accès à ces renseignements personnels dans l'exercice de leurs fonctions. La personne concernée par un renseignement personnel détenu par l'AMP peut y avoir accès et le faire rectifier conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Partie 5 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés de la Déclaration.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans la Déclaration sont véridiques et complets. Je comprends que la Déclaration doit être remplie en entier pour être acceptée par l'AMP.

Je reconnais que l'AMP transmet au commissaire associé aux vérifications nommé conformément à l'article 8 de la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6.1), les renseignements obtenus afin que celui-ci effectue les vérifications qu'il juge nécessaires pour donner à l'AMP un avis à l'égard de la Demanderesse, le tout en application de la LCOP.

Je consens à ce que l'AMP communique à la Demanderesse ou à son (sa) répondant(e), dans le cadre de la Demande, la recommandation et le motif au soutien de celle-ci, le cas échéant, du commissaire associé aux vérifications précédemment mentionné.

Je comprends, qu'en vertu de l'article 27.13 de la LCOP, quiconque aide une personne à faire une Déclaration fautive ou trompeuse à l'AMP dans le but que la Demanderesse obtienne, renouvelle ou conserve une autorisation commet une infraction et est passible d'une amende.

Nom de la personne physique

(Doit être **identique** à celui de la pièce d'identité fournie et du lien déclaré.)

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Contrats publics

Déclaration

(Personne physique de niveau 2 ou 3
et prêteur personne physique)

Partie 6 – Consentement additionnel

Lorsque la personne physique qui remplit la Déclaration n'a pas son domicile au Québec, le consentement suivant est demandé :

Je consens à ce que le commissaire associé aux vérifications communique les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'information, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés publics pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics*, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications. La localité dans le cas d'une personne physique est la province ou le territoire canadien ou l'État où se trouve son domicile.

Nom de la personne physique

(Doit être **identique** à celui de la pièce d'identité fournie et du lien déclaré.)

Signature

Date (jj/mm/aaaa)